

l'enseignement et intégré dans celui de l'administration générale en qualité d'administrateur civil de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 — indice (1300)).

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 5-2-72 à l'arrêté n° 757/ MFP du 27 décembre 1971 rapportant l'arrêté n° 646-MFP du 30 octobre 1971 portant nomination.

Au lieu de :

Est et demeure rapporté en ce qui concerne M.
Akakpovi K. Jean

Lire :

Est et demeure rapporté en ce qui concerne M.
Akakpovi M. Justin

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 5/2/72 à l'arrêté ns 743-MFP du 21 décembre 1971 portant nomination.

Au lieu de :

M. Kponton Qam Ernest Barnabé, ingénieur diplômé de l'université Fridericiana de Karlsruhe (R.F.A.) est admis dans le corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'ingénieur de 2^e classe 2^e échelon (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications (chapitre 18, article 6 du budget général).

Lire :

M. Kponton Quam Ernest Barnabé, ingénieur diplômé de l'université Fridericiana de Karlsruhe (R.F.A.), est admis dans le corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'ingénieur de 2^e classe 2^e échelon (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications (chapitre 18, article 6 du budget général).

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 5-2-72 à l'arrêté n° 35/MFP du 8 janvier 1972 portant intégration.

Au lieu de :

Les agents permanents dont les noms suivent, admis au concours professionnel ouvert par arrêté n° 503/MFP du 18 septembre 1971, sont intégrés dans le cadre des agents spécialisés du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité de conducteurs de véhicules et d'engins ordinaires 1^{er} échelon stagiaires (catégorie 2) — indice 270.

Djabo Ali Mathias, agent permanent 6^e catégorie, échelle D.

Lire :

Les agents permanents dont les noms suivent, admis au concours professionnel ouvert par arrêté n° 503/MFP du 18 septembre 1971, sont intégrés dans le cadre des agents spécialisés du corps des fonctionnaires des travaux publics et des

techniques industrielles en qualité de conducteurs de véhicules et d'engins ordinaires 1^{er} échelon stagiaires (catégorie D-indice 270).

Djabo Ali Mathias, agent permanent 6^e catégorie hors échelle.

RECTIFICATIF du 14/2/72 à la décision n° 2008/MFP du 6 décembre 1971 portant engagement.

Les candidats ci-après désignés sont engagés dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général) :

manceuvres permanents 1^{re} catégorie échelle A

Après :

Lamboni Mindome

Au lieu de :

Lamboni Béla Patrice

Lire :

Lamboni Nagbandjo

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 14-2-72 à la décision n° 75-MFP du 29 janvier 1972 portant engagement de Mlles Ananou Thérèse, Konevi Geneviève et Madoouaou Marie-Louise.

Au lieu de :

Les candidates ci-après désignées sont engagées en qualité de gardes-malades permanentes de 1^{re} catégorie échelle A et mises à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 8, paragraphe 7 du budget général).

Lire :

Les candidates ci-après désignées sont engagées en qualité d'aides soignantes permanentes de 1^{re} catégorie échelle A et mises à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 8, paragraphe 7 du budget général).

Le reste sans changement.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS DES MINES ET DES TRANSPORTS

ARRETE n° 10-MTP/AC du 18-2-72 modifiant les limites latérales de la région de contrôle pour l'aérodrome de Lomé.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES ET DES TRANSPORTS,

Vu les ordonnances n° 1, 2 et 16 des 14 janvier et 14 avril 1967 ;

Vu l'arrêté n° 169/53/SAG du 13 mars 1963 portant ouverture à la circulation aérienne des aérodromes du Togo ;

Vu l'arrêté n° 37/MTP/AC du 29 décembre 1971 instituant une zone de contrôle et une région de contrôle sur l'aérodrome de Lomé ;

Vu l'arrêté n° 3/MTP/AC du 19 janvier 1972 établissant les procédures d'approche aux instruments pour l'aérodrome de Lomé ;

Vu l'accord du Gouvernement de la République du Dahomey pour ce qui concerne la portion de l'espace aérien au-dessus du territoire dahoméen ;

Vu l'agrément du Gouvernement de la République du Ghana pour ce qui concerne l'espace aérien au-dessus du territoire ghanéen ;

Vu les exigences du trafic aérien intéressant l'aérodrome de Lomé,

ARRETE :

Article premier — Les limites de la région de contrôle et de la zone de contrôle de l'aérodrome de Lomé sont modifiées comme suit :

Art. 2 — La zone de contrôle est ainsi délimitée :

Limite latérale : cercle de 10 NM de rayon centré sur le radiophare de Lomé.

Limite inférieure : SOL/MER

Limite supérieure : 300 MTR SOL/MER.

Art. 3 — La région de contrôle est ainsi délimitée :

— Limites latérales :

— Au nord : segment parallèle à la droite joignant le radiophare de Lomé au VOR de Cotonou et à une distance de 25 NM au nord de cette droite.

— Au sud : segment parallèle à la droite joignant le radiophare de Lomé et le VOR de Cotonou et à une distance de 25 NM au sud de cette droite.

— A l'est : frontière Togo/Dahomey jusqu'à son intersection avec le méridien 01°47' est puis ce méridien jusqu'à son intersection avec la limite sud.

— A l'ouest : le méridien 01°00 est entre les limites nord et sud.

Limite inférieure : 300 MTR SOL/MER

Limite supérieure : Niveau de vol 65 correspondant à une altitude de 6500 pieds mesurée par un altimètre calé à la pression standard de 1013.2 millibars.

Art. 4 — Le service de la circulation aérienne à l'intérieur de ces 2 espaces aériens définis aux articles précédents est assuré par la Tour de contrôle de Lomé.

Art. 5 — Les renseignements nécessaires à l'utilisation du contrôle dans ces espaces aériens seront insérés dans les publications d'information aéronautique.

Art. 6 — L'arrêté n° 37/MTP/AC du 29 décembre 1971 est abrogé.

Art. 7 — Le directeur de l'aviation civile est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 18 février 1972

A. Mivedor

Nomination

Décision n° 85/MTP du 19-2-72 — M. Ouro Bagana Séidou, adjoint technique 4^e échelon, chef de la division entretien du port autonome de Lomé, est nommé adjoint au chef du service technique du port autonome de Lomé pour compter du 1^{er} janvier 1972.

M. Ouro Bagana Séidou sera classé au point de vue solde dans la catégorie 10, échelon 1 du statut du personnel du port autonome de Lomé.

**MINISTERE DE L'INFORMATION,
DE LA PRESSE
ET DE LA RADIODIFFUSION**

Nomination

Arrêté n° 1/Minfo du 17-2-72 — M. Patsoh Felix, secrétaire d'administration de 1^{re} classe 3^e échelon, précédemment en service à la Présidence de la République, est nommé conseiller technique du ministre de l'information, de la presse et de la radiodiffusion, en remplacement de M. Brenner Yves. Le présent arrêté prend effet pour compter du 1^{er} janvier 1972.

DIVERS**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE****Autorisation d'emploi des postes émetteurs-récepteurs privés**

Arrêté n° 23/PR/INT/APA du 10-2-72 — M. Léonce Bloch, représentant résident des Nations-Unies à Lomé directeur des projets du programme des Nations Unies pour le développement (FAO et UNESCO) ;

M. Jean Louis Nivelie, directeur du projet de développement des ressources forestières (fonds spécial des Nations-Unies) à Lomé,

sont autorisés, sous réserve de se conformer aux lois et règlements en la matière, à utiliser des postes privés radio-électriques émetteurs-récepteurs en qualité de radio-amateurs

Le service des postes et télécommunications et la sûreté nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, du contrôle des conditions techniques d'exploitation des émetteurs privés ainsi que de la teneur des émissions.

Bourses

Arrêté n° 16/PR/MEN du 9-2-72 — Est renouvelée pour l'année scolaire 1971-1972 la bourse d'études supérieures précédemment accordée à M. Tena Katanga Frédéric, étudiant boursier togolais à l'école Inter-Etats des ingénieurs de l'équipement rural de Ouagadougou.

Une bourse d'études supérieures est accordée pour l'année scolaire 1971-1972 à la même école aux étudiants togolais dont les noms suivent :

	1 ^{re} année de l'EIER
Ativon Luc :	—
Fiağan Bonaventure	—
Sessinou Tatounou	—
Singo Bruno	—

La dépense est imputable au budget général, exercice 1971, chapitre 41, article 1.

Aides scolaires

Arrêté n° 19/PR/MEN du 10-2-72 — Une aide scolaire de 60.000 CFA (soixante mille CFA) est accordée pour l'année scolaire 1971-1972 à M. Pagbaya Augustin, étudiant togolais, Leningrad — URSS pour lui permettre de continuer ses études.

Le montant de cette aide sera mandaté par bon de caisse par les soins du service des finances du Togo au nom de l'intéressé à Lomé.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1972, chapitre 42, article 2.

Arrêté n° 25/PR/MEN du 15-2-72 — Une aide scolaire de 60.000 CFA (soixante mille CFA) est accordée pour l'année scolaire 1971-1972 à M. Denanyoh Moses Komlavi, étudiant togolais à l'académie des sciences agricoles, K.A. Timiriazev de Moscou (URSS) pour lui permettre de préparer son doctorat.

Le montant de cette aide sera mandaté par bon de caisse par les soins du service des finances du Togo au nom de l'intéressé à Lomé.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1972, chapitre 42, article 2.